c'est à sa caution juratoire; dans bien des cas, ce n'est qu'un usufruit; les enfans ont un tuteur qui veille à leurs intérêts. En accordant le douaire du vivant du mari, toutes les sûretés des enfans sont détruites. Les enfans sont peut-être encore à naître, mais toujours ils sont sans tuteur. Tout le bien pourra disparaître avant la mort du père et pourtant, par la création du douaire, ils ont acquis un droit qui leur a été assuré. La facilité avec laquelle s'obtiennent les séparations par collusion entre mari et femme, en soustrayant aux créanciers du mari les biens de ce dernier, pour les donner comme douaire à la femme, les ferait bientôt retomber au pouvoir du mari qui, au nom de sa femme, qui est toujours sous sa puissance, pourrait les dissiper. Dans le cas actuel, c'est un droit acquis aux enfans par la première stipulation et qu'il s'agit de détruire par la seconde. Inutilement les père et mère des époux auront fait insérer, dans le contrat de mariage, cette stipulation du douaire. Ils seront déçus de leur espérance. Il n'y a plus de douaire des enfans : car ce serait là l'effet de la clause que l'on veut faire considérer comme n'étant pas contraire aux bonnes mœurs. Le douaire, s'il continue d'exister, est une hypothèque sur les immeubles du mari ou une partie de ses immeubles ; le droit des enfans ne peut se perdre par prescription ; il n'est pas même purgé par le décret : tous ces avantages vont disparaître au gré des époux au moyen d'une séparation presque toujours volontaire, poursuivie plutôt par le mari que par la femme qui lui est soumise.

L'anomalie de cette convention est évidente si l'on suppose le cas d'un douaire coutumier. La femme jouira alors de la moitié du propre du mari conjointement avec lui, (si les créanciers ne font pas vendre l'autre moitié). La femme précède son mari ; ce douaire, ouvert pour la femme, le sera-t-il pour les enfans ? ou le bien qui sera échu à la femme, pour son douaire, retournera-t-il au mari ? Ce sont des questions qui n'ont pas encore été traitées par les jurisconsultes.

Pour le douaire préfix, il y aurait même inconvénient. La succession de la femme devra rendre le capital et à qui ? Sera-ce aux enfans ou au père ? L'idée du douaire ouvert pour un temps est quelque chose d'inconcevable et ne fait que fortifier cette maxime que *jamais mari ne payât douaire*.

Pour prouver que rien ne répugne à ce que l'on accorde le douaire à la femme séparée, l'on a cité Chenu, Bacquet, Brillon, Tronçon, Papon, et aussi Coquille sur la coutume du Nivernois. On eût pu citer également Basnage sur la coutume de Normandie. Ces deux coutumes ont des dispositions expresses et ne font pas autorité ici. Quant aux autres auteurs, tout ce qu'on peut en conclure c'est qu'au seizième siècle, les tribunaux accordaient aux femmes séparées des douaires, demi-douaires, pensions, enfin des alimens, mais tout cela n'était *qu'en forme d'alimens* et même *sans convention* ; c'est à dire qu'une femme pauvre obtenait, de son mari dans l'aisance, de quoi subsister, non pas comme douaire, mais comme moyen de subsistance. Mais cela ne se faisait plus dans la coutume de Paris au temps où nous avons été dotés de sa jurisprudence, et tous les auteurs du dix-huitième siècle, Pothier et autres, nous disent que la maxime de Loysel doit prévaloir "que jamais mari ne payât douaire."

Pothier, Douaire No. 153.

Répertoire de Guyot. V. Séparation de biens, p. 221.

Auzanet sur l'art. 237, aux notes p. 237.

Actes de notoriété de Denizart, p. 20. Ibid, p. 144.